



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juin 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 144 de la liste préliminaire*

Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Amendements aux règlements de procédure du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 63/253, l'Assemblée générale a adopté le Statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et le Statut du Tribunal d'appel des Nations Unies. Au paragraphe 29 de cette résolution, l'Assemblée générale, prenant note du paragraphe 1 de l'article 7 du Statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du paragraphe 1 de l'article 6 du Statut du Tribunal d'appel des Nations Unies, a prié le Secrétaire général de lui soumettre pour approbation les règlements de procédure des tribunaux dès que possible mais au plus tard à sa soixante-quatrième session. L'Assemblée a de plus décidé que d'ici là les tribunaux pourraient appliquer ces règlements à titre provisoire.
2. Le 26 juin 2009, les juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies ont formulé leurs règlements de procédure respectifs, et l'Assemblée les a approuvés dans sa résolution 64/119 du 16 décembre 2009.
3. Le 14 décembre 2010, en vertu du paragraphe 1 de l'article 37 de son règlement de procédure, le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies a adopté un amendement à l'article 19 (Conduite de l'instruction) de son règlement intérieur.
4. Le 28 octobre 2010, en vertu du paragraphe 1 de l'article 32 de son règlement de procédure, le Tribunal d'appel des Nations Unies a adopté un amendement au paragraphe 4 de l'article 9 (Réplique) de son règlement intérieur.
5. Le 10 mars 2011, en vertu du paragraphe 1 de l'article 32 de son règlement intérieur, le Tribunal d'appel des Nations Unies a adopté un amendement au

* A/66/50.



paragraphe 2 de l'article 4 (Formation collégiale) de son règlement intérieur, et adopté de nouveaux amendements à l'article 9 (Réplique) du même texte.

6. Les articles en question, tels qu'amendés, qui s'appliquent à titre provisoire jusqu'à leur approbation par l'Assemblée générale conformément au paragraphe 2 de l'article 37 et au paragraphe 2 de l'article 32 des règlements intérieurs respectifs des tribunaux, sont annexés au présent rapport pour approbation de l'Assemblée (voir annexes I et II).

Annexe I

Règlement intérieur du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : amendement à l'article 19 (Conduite de l'instruction), adopté par le Tribunal à sa séance plénière du 14 décembre 2010 en vertu du paragraphe 1 de l'article 37

1. L'article 19 (Conduite de l'instruction) approuvé par l'Assemblée générale se lit comme suit : « Le Tribunal peut à tout moment, soit à la demande d'une partie soit d'office, prendre toute ordonnance ou donner toute instruction que le juge estime appropriée pour que l'affaire soit jugée équitablement et rapidement et pour que justice soit rendue. »
2. Par sa décision du 14 décembre 2010, le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies a décidé d'ajouter à cet article 19 un second paragraphe libellé comme suit : « Lorsque l'une des parties ne respecte pas une ordonnance, le Tribunal peut donner toute instruction ou prendre toute ordonnance qu'il estime appropriée dans les circonstances, et décider notamment de rejeter la requête ou la réponse le cas échéant, à condition que la partie concernée se soit vu notifier par écrit les conséquences possibles du non-respect d'une ordonnance. »
3. Ainsi, l'article 19 tel qu'amendé qu'il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver se lit comme suit :

Article 19 Conduite de l'instruction

1. Le Tribunal peut à tout moment, soit à la demande d'une partie soit d'office, prendre toute ordonnance ou donner toute instruction que le juge estime appropriée pour que l'affaire soit jugée équitablement et rapidement et pour que justice soit rendue.
2. Lorsque l'une des parties ne respecte pas une ordonnance, le Tribunal peut donner toute instruction ou prendre toute ordonnance qu'il estime appropriée dans les circonstances, et décider notamment de rejeter la requête ou la réponse le cas échéant, à condition que la partie concernée se soit vu notifier par écrit les conséquences possibles du non-respect d'une ordonnance.

Annexe II

Règlement intérieur du Tribunal d'appel des Nations Unies : amendements à l'article 4 (Formation collégiale) et à l'article 9 (Réplique) adoptés par le Tribunal en séance plénière le 28 octobre 2010 et le 10 mars 2011, respectivement, en vertu du paragraphe 1 de l'article 32

Article 4 (Formation collégiale)

1. Le paragraphe 2 de l'article 4 (Formation collégiale) du Tribunal d'appel des Nations Unies approuvé par l'Assemblée générale se lit comme suit : « Lorsque le Président ou deux des juges saisis de l'affaire considèrent que celle-ci le justifie, elle peut être portée devant le Tribunal en formation plénière. »

2. Par sa décision du 10 mars 2011, le Tribunal d'appel des Nations Unies a adopté un amendement au paragraphe 2 de l'article 4 ajoutant à ce paragraphe la phrase suivante : « En cas de partage des voix lors d'un vote en formation plénière, la voix du Président est prépondérante. »

3. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 4 tel qu'il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver se lit comme suit :

2. Lorsque le Président ou deux des juges saisis de l'affaire considèrent que celle-ci le justifie, elle peut être portée devant le Tribunal en formation plénière. En cas de partage des voix lors d'un vote en formation plénière, la voix du Président est prépondérante.

Article 9 (Réplique)

4. Le paragraphe 4 de l'article 9 (Réplique) du Règlement intérieur du Tribunal d'appel des Nations Unies approuvé par l'Assemblée générale se lit comme suit : « L'intimé peut, dans les 15 jours suivant la date à laquelle il a reçu notification du recours, former devant le Tribunal un appel incident indiquant les mesures que le Tribunal est prié d'ordonner et les motifs de l'appel incident. Celui-ci ne peut ajouter de nouveaux moyens. »

5. Par décisions du 28 octobre 2010 et du 11 mars 2011, le Tribunal d'appel des Nations Unies a amendé le titre de l'article 9 comme suit : « Réplique, appel incident et réponse à un appel incident ». Il a également décidé de modifier comme suit le paragraphe 4 : « L'intimé peut, dans les 45 jours de la notification du recours, former devant le Tribunal un appel incident, accompagné d'un mémoire qui ne doit pas dépasser 15 pages, indiquant les mesures que le Tribunal est prié d'ordonner et les motifs de l'appel incident. Celui-ci ne peut ajouter de nouveaux moyens. » De plus, le Tribunal a décidé d'ajouter à cet article un nouveau paragraphe 6, ainsi libellé : « Les dispositions des paragraphes 1 à 3 et 5 de l'article 9 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'appel incident et à la réponse à un appel incident. »

6. Le paragraphe 4 de l'article 9 tel qu'amendé et le nouveau paragraphe 6 qu'il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver se lisent comme suit :

Article 9**Réplique, appel incident et réponse à un appel incident**

4. L'intimé peut, dans les 45 jours de la notification de l'appel, former devant le Tribunal un appel incident, accompagné d'un mémoire qui ne doit pas dépasser 15 pages, indiquant les mesures que le Tribunal est prié d'ordonner et les motifs de l'appel incident. Celui-ci ne peut ajouter de nouveaux moyens.

6. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 et 5 de l'article 9 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'appel incident et à la réponse à un appel incident.
